



Des ressources humaines
**qualifiées et en quantité
suffisante**
pour des services de qualité
partout au Québec



Engagements des partis

En vue du scrutin du 5 octobre 2026, l'ABPQ a soumis un questionnaire aux formations politiques québécoises. L'Association souhaite que chaque parti se prononce clairement sur les moyens qu'il compte prendre pour porter le réseau des bibliothèques publiques à la hauteur des besoins des communautés.

Mise à jour : 28 septembre 2026

Action pour contrer le manque de ressources humaines

Coalition Avenir Québec

Parti libéral du Québec

Nous prenons acte de l'importance de développer une main d'œuvre qualifiée pour les bibliothèques publiques, tout particulièrement dans les régions éloignées, et sommes intéressés à participer à un diagnostic sectoriel de la main d'œuvre avec les partenaires du réseau. Une campagne de promotion des métiers du secteur pourrait aussi faire partie des mesures mises en place.

Parti Québécois

Nous nous engageons à financer un diagnostic sectoriel de la main-d'œuvre en bibliothèque publique, couvrant l'ensemble des régions du Québec, et à en faire la base des mesures gouvernementales en matière de personnel de bibliothèque. Les bibliothèques publiques sont un actif essentiel à la société québécoise pour nous.

Québec solidaire

Un gouvernement solidaire financera un diagnostic sectoriel de la main-d'œuvre en bibliothèque publique à hauteur de 475 000 \$. Ce diagnostic couvrira l'ensemble des régions du Québec et servira de base des mesures gouvernementales en matière de personnel de bibliothèque.

Un gouvernement solidaire mettra en place une campagne de promotion des métiers du secteur à hauteur de 950 000 \$ sur quatre ans. De plus, un gouvernement solidaire instaurera graduellement la gratuité scolaire du primaire à l'université, ce qui inclura la gratuité des programmes de techniques en régions éloignées. Cette mesure remplacera l'instauration d'un programme de bourses pour soutenir les études en techniques de la documentation et en sciences de l'information dans les régions éloignées. Un gouvernement solidaire ne prévoit pas de verser d'aide financière à l'embauche aux municipalités pour le moment.

Action pour contrer le manque de ressources humaines

Équipe autonomiste

Pour Équipe autonomiste, chaque bibliothèque serait gérée comme un organisme privé, comme un organisme sans but lucratif ou comme une coopérative. Son argent proviendrait des usagers, des activités de financement, des municipalités, villes et cités les mieux placées pour savoir quelles sont les besoins locaux, avec un pouvoir accru de taxation en conséquence aux municipalités, villes et cités. Le ministère de la Culture s'assurerait que chaque municipalité, ville et cité offre un tel service et serait le lieu de plaintes des citoyens advenant défaut, au pire mise en tutelle si nécessaire. Pour ce qui est de la gestion du catalogue, celle-ci doit être cependant centralisé par BANQ afin de faire des économies de temps de travail et de normaliser la gestion documentaire.

Tout employeur qui désire un employé s'adresse au ministère du Travail. L'organisme d'embauche concerné informatiquement sélectionne les trois meilleurs candidats intéressés par la région et les convoque pour une entrevue auprès de l'employeur (le but est d'essayer d'éliminer au maximum le racisme et la ségrégation et de faire en sorte que tous les travailleurs inscrits aient accès, par contre Équipe autonomiste est consciente que l'employé doit être compatible pour l'employeur d'où les entrevues des trois candidats). À défaut d'employé correspondant un tant soit peu à la demande, l'organisme d'embauche s'adresse au ministère pour obtenir rapidement un immigrant qui peut déjà s'inscrire sur les listes informatiques d'embauche ou en passant par les Maisons du Québec à l'étranger qui pourraient annoncer le poste. Le ministère obtient instamment un visa de travail temporaire de cinq ans pour ledit employé et demandera une immigration privilégiée pour cet immigrant avec cet emploi stable.

Démocratie Directe

Démocratie Directe appuie le financement d'un diagnostic sectoriel couvrant toutes les régions. Avant d'investir davantage, l'État doit connaître les postes manquants, les compétences recherchées, les obstacles à la formation et les causes de départ. Le budget proposé de 475 000 \$ sur deux ans devra être administré avec transparence, en collaboration avec l'ABPQ, les municipalités, les établissements d'enseignement, les travailleuses et travailleurs et les communautés régionales. Les données, la méthode et le plan d'action devraient être rendus publics. Cette démarche correspond à notre principe de subsidiarité: les solutions doivent partir des besoins observés localement et être élaborées avec les personnes directement concernées.

Nous appuyons une action coordonnée pour faire connaître les métiers, soutenir la formation en région et aider les municipalités qui ne peuvent recruter le personnel qualifié nécessaire. Nous ne pouvons toutefois entériner sans examen un engagement de 169,85 M\$ établi d'avance. Nous proposons d'utiliser le diagnostic sectoriel pour cibler les régions et les fonctions les plus touchées, puis d'établir un programme public, mesurable et révisable avec l'ABPQ, les municipalités, les établissements d'enseignement et les communautés concernées. Les critères d'aide, les résultats et la répartition régionale devront être publiés afin que les citoyens puissent vérifier l'efficacité réelle des sommes investies.

Parti communiste du Québec

Nous appelons à ce que le mouvement syndical, par le biais des syndicats locaux et les fédérations du secteur, fasse partie prenante de cette démarche. Les travailleurs eux-mêmes sont les mieux placés pour établir le diagnostic et proposer des solutions.

Tout le secteur public écope des décennies de coupures et d'austérité, les bibliothèques ne font pas exception. Le principal moteur de tout service est sa main d'œuvre. Les problèmes de conditions de travail et de salaire créent un cercle vicieux de problèmes de rétention, de surcharge, de burnout, et pire. Il est grand temps de réinvestir, à la fois pour aider le personnel déjà sur place, ainsi que pour bonifier l'offre de services et maintenir ce service public essentiel. On doit porter une attention particulière à la question des régions éloignées - non pas pour les prioriser, mais bien pour répondre à leurs besoins particuliers et les mettre à niveau, le cas échéant. Les québécois de partout devraient avoir accès à des bibliothèques de qualité, où œuvrent des techniciens qualifiés.

Parti Marxiste Léniniste du Québec

Oui, la question est d'avoir un portrait complet et détaillé de la situation vis-à-vis du personnel nécessaire existant et à former pour être en mesure de répondre aux besoins des bibliothèques publiques au Québec. Cela doit commencer par l'entrevue du personnel actif et retraité du réseau des bibliothèques du Québec: qui mieux qu'eux connaissent les problèmes et les défis qui font face aux bibliothèques publiques lorsqu'il est question de formation du personnel avec les nouvelles technologies numériques et le maintien des collections, de la rétention du personnel existant, en particulier en région, des enveloppes budgétaires et autres considérations qu'ils jugent nécessaires pour être en mesure de réaliser votre mission. En même temps, notre parti, Le Parti marxiste-léniniste du Québec s'adresse à la question de qui décide. Le problème n'est pas vos demandes et préoccupations qui sont tout à fait légitimes, car le besoin de bibliothèques publiques bien servies, modernes et modernisées, enrichies constamment. Nous en avons sur le fait que le mécanisme électoral est désuet, le système de démocratie dit représentative du Roy car il réduit tout le monde à voter pour un candidat qu'il ne choisit pas, présélectionné par un parti. Il ne choisit pas non plus le programme que le gouvernement devra défendre pour résoudre les problèmes, faire fleurir la société, individuellement et collectivement. Alors le PMLQ appelle au renouveau complet du système électoral qui porte les partis cartellisés au pouvoir et qui marginalise le peuple du pouvoir de décider de tous ce qui le concerne. Le renouveau du processus est une nécessité pour que le peuple décide, fixe les obligations du gouvernement, avec l'établissement d'une reddition de comptes, de révocation si c'est nécessaire Cela donnera à la société des perspectives énormes. Que signifie le vote aujourd'hui? Choisir le moindre mal avec un x sur un bulletin de vote. Une fois le gouvernement élu, il parle en notre nom, mais sert d'autres intérêts, privés, étroits. Ceci est très important car à chaque élection, on est à la merci. On a besoin de renouveler notre démocratie. Sinon, que représentent nos élus?

Oui le PMLQ souscrit à créer un programme d'aide financière à l'embauche de techniciennes et techniciens en documentation et de bibliothécaires dans les municipalités, assorti d'un programme de bourses pour les études en région éloignées comme faisant partie d'un plan national pérenne à l'échelle du Québec de la promotion de la littérature numérique et non-numérique où les usagers des bibliothèques municipales sont les premiers bénéficiaires. Ces usagers sont souvent eux-mêmes des étudiants et des personnes qui utilisent les ressources des bibliothèques pour leur formation personnelle out aux fins de d'études et de recherches. Votre domaine d'expertise, de connaissances des besoins, du milieu est très précieux et doit être reconnu à sa juste valeur et tout le personnel aussi. Mais comme la direction de l'économie est pour servir les riches, payer les riches, celle pose obstacle pour mettre nos grandes richesses au service du bien-être de tous. C'est également pour cela que le PMLQ se bat pour l'empouvoirement du peuple avec des mécanismes modernes, nouveaux qui brisent avec la vieille façon de faire qui a montré que rien ne change. C'est très lourd. Et ce travail de moderniser notre processus est ce à quoi nous œuvrons.

Aide au développement des collections

Coalition Avenir Québec

Ayant mis l'accès à la culture et la promotion de celle-ci au cœur de ses priorités, la Coalition a entrepris différentes démarches pour soutenir cet objectif, dont la promotion du livre et de la lecture en français et l'investissement de 5 M\$ supplémentaires sur cinq ans pour soutenir les bibliothèques dans les municipalités de moins de 5 000 habitants.

Parti libéral du Québec

Parti Québécois

Le Parti Québécois s'engage à bonifier les montants pour l'achat de livres dans les bibliothèques.

Québec solidaire

Pour la durée de son mandat, un gouvernement solidaire s'engage à bonifier de 2 M\$ par année le programme d'aide au développement des collections des bibliothèques publiques, et à en élargir les dépenses admissibles aux fournitures de traitement matériel et à de nouvelles catégories de produits culturels.

Aide au développement des collections

Équipe autonomiste

Équipe autonomiste veut que les municipalités, villes et cités négocient avec les bibliothèques pour répondre aux besoins. Par contre, Équipe autonomiste avait prévu des clubs de lecture dans chacune des bibliothèques, distribuer les manuscrits sans éditeur (pour donner une chance à tous) ou les nouveautés dans ces clubs et récompenser, par des prix, ceux reconnus comme meilleur livre de l'année pour chacune des catégories (roman, livre pour enfants, essai, bande dessinée, etc.) Dans l'éventualité où le vainqueur n'aurait pas d'éditeur, Équipe autonomiste voulait que Les publications du Québec l'édite. Équipe autonomiste voulait aussi que les livres vainqueurs soient au programme éducatif de l'année suivante. Équipe autonomiste veut mieux récompenser dans leurs impôts les philanthropes qui investissent entre autres dans les achats des bibliothèques ou via BAnQ (gestion du catalogue).

Démocratie Directe

Démocratie Directe appuie l'élargissement des dépenses admissibles aux fournitures qui prolongent la vie des collections ainsi qu'à de nouvelles formes de produits culturels, lorsque leur valeur éducative et leur utilisation sont démontrées. Nous reconnaissons aussi que le programme doit suivre l'évolution des coûts. La bonification annuelle précise de 2 M\$ devrait cependant être validée à partir des besoins documentés, de données régionales et d'une reddition de comptes publique. Notre objectif est que chaque dollar supplémentaire améliore réellement l'accès aux collections, particulièrement dans les communautés moins bien desservies, tout en respectant l'autonomie professionnelle des bibliothèques dans le développement de leurs collections.

Parti communiste du Québec

Nous ne pouvons nous permettre de laisser vieillir les collections des bibliothèques, elles doivent être un endroit d'innovation, où toute la population peut s'informer, travailler, apprendre, se rencontrer, etc. Cela nécessite des collections qui élargissent les horizons et plus de répondre à la demande de la clientèle. Cela nécessite un financement adéquat.

Parti Marxiste Léniniste du Québec

Oui le PMLQ voit autant l'importance de maintenir les collections existantes avec un personne adéquat que de bonifier de 2 M \$ par année le programme d'aide au développement des collections des bibliothèques publiques, et à en élargir les dépenses admissibles aux fournitures de traitement matériel et à de nouvelles catégories de produits culturels. Cela ne peut pas être réduit à un énoncé de politique du gouvernement en place et qui disparaît une fois les subventions terminées. C'est souvent le cas alors que les bibliothèques publiques sont réduites à quémander annuellement auprès du parti au pouvoir qui pille le trésor public pour servir de puissants intérêts privés, au nom de bâtir une économie « forte ». Ceci est possible grâce à un système politique qui porte des partis au pouvoir, pas le peuple. Nous nous y opposons fermement et proposons le renouvellement du système politique de façon que le peuple puisse prendre les décisions sur les affaires qui les concernent, pas des partis politiques sur lesquels il n'exerce aucun contrôle. Le PMLQ a comme programme « Arrêtez de payer les riches – Augmentez les investissements dans les programmes sociaux! ».

Reconnaissance des bibliothèques publiques comme infrastructures municipales essentielles

Coalition Avenir Québec

La volonté exprimée par Mme Fréchette de continuer à protéger notre identité et notre culture fait en sorte que nous souhaitons maintenir nos efforts pour favoriser l'accès à la littérature et assurer la vitalité de nos bibliothèques publiques.

Parti libéral du Québec

Le Parti libéral du Québec considère que les bibliothèques publiques contribuent à renforcer le tissu social de nos communautés et qu'elles doivent avoir les moyens de continuer à le faire. Cette responsabilité doit être partagée avec les municipalités, qui sont des partenaires indispensables du déploiement du réseau et qui sont les mieux placées pour identifier les gestes prioritaires à poser.

Parti Québécois

Nous accueillons favorablement la proposition de l'ABPQ et nous nous engageons à donner suite aux demandes après consultation des villes et des municipalités.

Québec solidaire

Un gouvernement reconnaîtra les bibliothèques publiques comme des infrastructures municipales essentielles, leur permettant ainsi d'accéder aux cadres budgétaires de maintien et de développement des actifs.

Reconnaissance des bibliothèques publiques comme infrastructures municipales essentielles

Équipe autonomiste	Démocratie Directe	Parti communiste du Québec	Parti Marxiste Léniniste du Québec
Par contre, Équipe autonomiste consciente des conflits pouvant exister entre la bibliothèque et son pourvoyeur prévoit une chambre à la Cour du Québec pour régler instamment les conflits, premièrement par médiation puis par décision arbitrale si nécessaire. La bibliothèque doit avoir les infrastructures nécessaires pour bien répondre à sa mission par contre la bibliothèque doit être aussi raisonnable dans ses demandes et savoir les justifier.	Les bibliothèques publiques sont des infrastructures municipales essentielles. Elles donnent accès au savoir, à la culture, au numérique, à la francisation et à des espaces publics sécuritaires, souvent gratuitement et sans condition. Démocratie Directe appuie leur intégration explicite aux cadres de maintien et de développement des actifs municipaux. Cette reconnaissance doit aussi respecter le principe de subsidiarité: les municipalités et les communautés doivent pouvoir définir leurs besoins, tandis que le gouvernement du Québec assure un cadre équitable, prévisible et transparent. Les bibliothèques ne devraient plus être traitées comme des équipements accessoires lorsque les décisions d'entretien, de rénovation ou de développement sont prises.	Tout le Québec accuse un retard extraordinaire au niveau du maintien de ses actifs en infrastructure. Non seulement est-ce une honte, toute la population en paie les frais, avec des coupures de services plus fréquentes (métro, santé, éducation, électricité, etc.), un sentiment de frustration et de désespoir grandissant, etc. Le Québec a besoin d'un vaste chantier de mise à niveau et d'expansion de nos infrastructures publiques: des routes et aqueducs, des bibliothèques aux écoles, des cégeps aux installations sportives, des universités aux hôpitaux, des CLSC au transport collectif, des logements HLM aux parcs, et ainsi de suite. Ces chantiers permettrait de mettre énormément de québécois au travail, avec de bons salaires, syndiqués, en construisant dans l'intérêt public.	Oui les bibliothèques publiques municipales sont un actif essentiel qu'il faut protéger car elles contribuent à l'accès public à l'éducation et la culture en général au Québec. Elles sont un facteur non négligeable d'un plan national de littératie pour l'ensemble de la population du Québec. Le taux d'analphabétisme au Québec est une honte nationale et qui est accru par l'offensive antisociale des gouvernements qui détruit nos systèmes d'éducation, de santé, les services sociaux. Comment peut-on vivre son humanité aujourd'hui sans savoir lire, parler, apprendre, réfléchir, s'éduquer pour participer activement dans la vie. C'est un défi de notre société pour Québec moderne qui défend les droits de toutes et tous. Un peuple inscrit est un gage énorme pour ce Québec moderne. Nous appuyons donc fermement votre travail et vos propositions et vous invitons à joindre ce travail et cette discussion pour se donner les moyens de décider pour le bien-être de tous.

Réforme du Programme d'aide aux immobilisations

Coalition Avenir Québec

Les programmes d'immobilisation du ministère de la Culture ont été maintenus afin d'améliorer l'accès aux infrastructures culturelles dans toutes les régions.

Parti libéral du Québec

En mai dernier, notre chef, Charles Milliard, s'est engagé à doubler les investissements pour les infrastructures municipales, car après huit ans de gouvernance caquiste, nous considérons qu'il est temps de réparer le Québec. Ici aussi, en tant que partenaires de premier plan, les municipalités et leurs élus sont les mieux placés pour identifier quelles interventions sont à prioriser. Dans votre lettre, nous avons aussi pris connaissance des difficultés rencontrées avec les normes du Programme d'aide aux immobilisations et sommes disposés à les moderniser afin de faciliter le dépôt et la réalisation des projets, considérant que les projets inutilement reportés coûtent souvent plus cher.

Parti Québécois

Le Parti Québécois s'engage à tout mettre en œuvre, au point de vue réglementaire et normatif, pour faire réduire les coûts de construction. Nous avons également comme priorité le maintien des actifs existants.

Québec solidaire

Cette mesure n'est actuellement pas prévue dans le cadre financier d'un gouvernement solidaire. Toutefois, Québec solidaire s'engage à augmenter les budgets de maintien des infrastructures et demeure ouvert à réformer le Programme d'aide aux immobilisations tel que proposé par l'ABPQ.

Réforme du Programme d'aide aux immobilisations

Équipe autonomiste

Comme vous avez pu remarquer, Équipe autonomiste se veut un parti révolutionnaire comme le fut l'équipe de Jean Lesage lors de la révolution tranquille. Les systèmes actuels ne répondent plus au besoin et il ne sert à rien d'investir des sommes dans des systèmes qui ne fonctionneront pas davantage malgré des surplus d'argent.

Aussi, Équipe autonomiste veut être juste envers tous d'où sa valeur d'équité. Le Programme d'aide aux immobilisations sera donc revu. Équipe autonomiste veut s'assurer que toutes les municipalités et quartiers de villes et cités aient une bibliothèque qui se respecte, c'est non négociable. La municipalité, ville ou cité devra donc négocier avec les organismes gestionnaires de chacune des bibliothèques.

Démocratie Directe

Nous appuyons une réforme qui rende les appels prévisibles, adapte l'aide à la population et aux réalités géographiques, tienne compte des coûts réels et couvre les études préparatoires, l'accessibilité et les équipements nécessaires. Nous sommes également ouverts à revoir le partage des coûts, car le modèle 50/50 peut bloquer les municipalités disposant d'une capacité financière limitée. Nous ne pouvons toutefois confirmer immédiatement un ratio uniforme de 67/33 ni une enveloppe de 825,9 M\$ sans évaluation indépendante des projets, de la capacité municipale et des finances publiques. La réforme devrait être élaborée avec les municipalités, l'ABPQ et les communautés, puis accompagnée de critères publics et d'une reddition de comptes par projet et par région.

Parti communiste du Québec

Voilà des questions plutôt techniques alors que nous souhaitons rester dans le plus général: le prochain gouvernement aura à choisir s'il souhaite des bibliothèques de qualité pour la population, ou alors de continuer dans la lignée du sous-financement, de la surcharge de travail, des locaux inadéquats, bref, de la lente dégradation des bibliothèques publiques québécoises. Nous refusons de déclin car nous croyons fermement au bien-fondé du réseau et son utilité publique.

Parti Marxiste Léniniste du Québec

Oui il faut réformer le programme d'aide aux immobilisations avec des seuils d'aide proportionnels à la population desservie et qui tient compte des considérations géographiques du milieu dans lequel elle vit. La question des montants admissibles ne peut être uniquement dictée par les coûts de construction. Les premiers concernés, soit les usagers et le personnel des bibliothèques doivent avoir leur mot à dire sur les montants admissibles et ils doivent être inclus dans cette importante discussion de Qui décide? C'est encore plus important lorsqu'il est question de mettre en place un plan national de littératie pour l'ensemble de la population du Québec où le réseau public de bibliothèques en est un important maillon. Aujourd'hui, les écoles, cégeps, maisons d'enseignement sont en décrépitude. Les hôpitaux également. Les infrastructures nécessitent une modernisation, des conditions sécuritaires, salubres saines, à la hauteur. Il est préoccupant que les aspirations à ces changements et à ces travaux soient à la merci d'une promesse, d'un engagement sur papier qui n'engage à rien, crée de faux espoirs, de la déception et tant de soucis pour l'avenir. Notre expérience est qu'après une élection, tout cela est jeté à la poubelle. La démocratie représentative du roi demeure la démocratie du roi, du monarque. Elle est en mal de renouveau. C'est le peuple qui doit être investi de la souveraineté et non l'État dont la raison d'être est de payer les riches.

**Quelle place votre parti réserve-t-il aux bibliothèques publiques dans sa vision du développement des communautés québécoises pour le prochain mandat?
Quels engagements concrets entend-il prendre à leur endroit?**

Coalition Avenir Québec	Parti libéral du Québec	Parti Québécois	Québec solidaire
		Le Parti Québécois fait de la lecture une priorité nationale, notamment par des engagements forts pour le livre dans le secteur dans l'éducation et pour l'alphabétisation dans la population générale.	Un gouvernement solidaire souhaite développer le réseau de bibliothèques publiques pour soutenir l'accès à l'éducation gratuite pour l'ensemble de la population tout au long de la vie.

Quelle place votre parti réserve-t-il aux bibliothèques publiques dans sa vision du développement des communautés québécoises pour le prochain mandat? Quels engagements concrets entend-il prendre à leur endroit?

Équipe autonomiste	Démocratie Directe	Parti communiste du Québec	Parti Marxiste Léniniste du Québec
Équipe autonomiste veut légiférer pour obliger chacune des municipalités et chacun des quartiers de villes et cités à avoir au moins une bibliothèque. Elle veut que le ministère de la Culture se limite à un rôle de facilitateur pour s’assurer que tout fonctionne adéquatement. Équipe autonomiste se demande même s’il ne serait pas pertinent d’inclure les bibliothèques scolaires au réseau des bibliothèques publiques. Pour ce qui est de la gestion du catalogue, celle-ci doit être cependant centralisé par BAnQ afin de faire des économies de temps de travail et de normaliser la gestion documentaire.	Démocratie Directe considère les bibliothèques comme des maisons civiques de proximité : des lieux où l’on apprend, s’informe, échange, accède au numérique et participe à la vie collective. Pour le prochain mandat, nous voulons reconnaître leur statut d’infrastructures essentielles; documenter les besoins de main-d’œuvre; améliorer la prévisibilité des programmes; protéger la liberté intellectuelle; clarifier l’application de la loi 14; et soutenir, lorsque le milieu le demande, la collaboration avec des ressources communautaires en intervention sociale. Les choix budgétaires importants devraient reposer sur des données publiques, une consultation des communautés concernées et des résultats mesurables. Notre principe est simple : les décisions touchant une bibliothèque doivent se prendre avec les citoyens, les équipes professionnelles et les municipalités qui la font vivre.	Nous ne formerons pas le prochain gouvernement. Nous nous engageons par contre à la lutte pour un secteur public fort, universel, financé à la hauteur de ses besoins, avec une main d’œuvre syndiquée et militante qui tient à cœur les conditions de travail et de salaire de ses travailleurs ainsi que la valeur essentielle des services publics en général. Cette lutte est particulièrement importante en ce moment alors que l’économie de guerre s’installe au Québec et au Canada, ce qui entraînera des pressions énormes sur tout le secteur public. L’heure est à la lutte, à l’unité et le Parti communiste s’engage aux côtés de tous les progressistes qui défendent les bibliothèques publiques et nos services publics en général.	Comme indiqué dans la réponse précédente le réseau des bibliothèques municipales publiques joue un rôle important dans la vie culturelle et éducative des résidents des villes et quartiers. C’est encore plus le cas dans les municipalités éloignées des grands centres. Elles sont aussi souvent des centres communautaires qui contribuent à maintenir une cohésion sociale. Elles contribuent entre autres à la littératie des différents groupes d’âge et sont un ajout indispensable au réseau scolaire qui lui-même est confronté au défi de maintenir son propre réseau de bibliothèques scolaires.

Analyse des effets de la loi 14 sur les bibliothèques publiques

Coalition Avenir Québec

Parti libéral du Québec

Nous serons ouverts à clarifier les directives découlant de la Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français (Loi 14) s’appliquant aux bibliothèques publiques afin de leur permettre de réaliser pleinement leur mission d’accueil et de francisation.

Parti Québécois

Le Parti Québécois soutiendra les bibliothèques publiques pour qu’elles puissent remplir leur mission d’accueil et de francisation.

Québec solidaire

Québec solidaire a voté en faveur de la Loi 14, malgré certaines réticences, notamment sur son impact sur l’intégration et la francisation des nouveaux arrivants. Un gouvernement solidaire abolirait la clause exigeant des employés de l’État qu’ils communiquent en français aux nouveaux arrivants à partir de six mois après leur arrivée. Québec solidaire est favorable à effectuer une analyse des effets de la loi 14 sur les bibliothèques publiques, à leur fournir une directive d’application détaillée et à y inscrire les dérogations nécessaires pour qu’elles remplissent leur mission d’accueil et de francisation.

Analyse des effets de la loi 14 sur les bibliothèques publiques

Équipe autonomiste

Équipe autonomiste veut revoir avec chacun des ministères la raison d'être de chacun de ses départements et s'assurer qu'ils collent à la mission du ministère. Aussi, est-ce bien aux bibliothèques à ABPQ — Questionnaire aux partis politiques — Élections générales du 5 octobre 2026 accompagner les nouveaux arrivants, voir à leur francisation? Pour Équipe autonomiste, il n'est pas normal qu'un francophone au Québec n'ait pas accès à du français partout où il se trouve. Par contre, Équipe autonomiste veut soutenir les Premières nations dans leurs cultures et garantir un service minimal anglophone pour respecter ses obligations constitutionnelles. Donc, la Loi 14 serait revue comme le reste.

Démocratie Directe

Démocratie Directe appuie une analyse publique des effets concrets de la loi 14 sur les bibliothèques, suivie d'une directive claire et uniforme adaptée à leur mission. La protection et la promotion du français ne doivent pas empêcher l'accueil, la francisation ni l'accompagnement des personnes nouvellement arrivées. Les dérogations nécessaires devraient être ciblées, compréhensibles et conçues avec le personnel des bibliothèques, les municipalités, les organismes de francisation et les communautés concernées. Les employés ne devraient pas être laissés seuls devant des règles ambiguës ni transformés en agents de contrôle. Nous demandons que les constats, les critères d'application et les résultats de la consultation soient rendus publics.

Parti communiste du Québec

Comme nous l'écrivions en 2022: «... Nous avons à cœur la défense du français comme langue de travail au Québec. Or, si celui-ci est menacé, c'est d'abord et avant tout à cause de l'intégration de l'économie québécoise à celle des États- Unis en particulier, mais surtout au capitalisme globalisé marqué par sa désindustrialisation et sa dépendance aux marchés mondiaux. Même la culture, si structurante en ce qui a trait à la promotion et dynamisation du français, est de plus en plus subordonnée au marché nord-américain.» Pour nous donc, des règlements comme la loi 14 ne règlent en rien les questions fondamentales de la défense du français, du déclin relatif du français, de la francisation, et ainsi de suite. Nous croyons que les travailleurs du milieu, avec leurs syndicats, peuvent élaborer des propositions pour maintenir le français dans leurs milieux de travail, tout en trouvant une façon de répondre à la demande de la clientèle. Le chantage nationaliste de la CAQ n'a rien fait pour protéger le français et misait surtout sur une division nauséabonde entre travailleurs de différents horizons.

Parti Marxiste Léniniste du Québec

D'abord, la position du PMLQ est que le français va fleurir au Québec non pas en empêchant l'usage des autres langues parlées par les nombreuses minorités nationales qui composent le Québec d'aujourd'hui mais en leur donnant l'occasion d'être apprises. De cette façon, le Québec va se gagner la sympathie de ces communautés à l'idée que le Québec est une terre accueillante pour y vivre et y rester. En faisant cela, cela ne brisera pas le lien profond d'attachement culturel et national entre les parents qui ont immigré et fait du Québec leur terre d'accueil et leurs enfants nés ici.

Reconnaissance du rôle social des bibliothèques publiques

Coalition Avenir Québec	Parti libéral du Québec	Parti Québécois	Québec solidaire
		Le Parti Québécois salue le travail essentiel des bibliothèques dans des milieux où la présence de ressources en intervention sociale est nécessaire. Or, nous croyons qu'il est essentiel de distinguer et de maintenir la distinction entre la mission des bibliothèques et celle des ressources spécialisées.	Québec solidaire reconnaît évidemment le rôle social des bibliothèques. Pour mettre fin à l'itinérance, un gouvernement solidaire instaurera une stratégie nationale, qui sera pilotée par le Ministre de la lutte à l'itinérance, et sera réévaluée annuellement lors d'un sommet entre les acteurs impliqués. Cette stratégie globale coordonnera les municipalités, les services de santé, les organismes communautaires et les offices d'habitation. Étant donné leur rôle social, les bibliothèques pourront faire partie intégrante de cette solution. De plus, un gouvernement solidaire garantira le financement à la mission des organismes communautaires et le bonifiera de façon substantielle, ce qui leur permettra de jouer leur rôle en soutien aux bibliothèques publiques. Les détails seront présentés sous peu, lors de la présentation du cadre financier de Québec solidaire.

Reconnaissance du rôle social des bibliothèques publiques

Équipe autonomiste	Démocratie Directe	Parti communiste du Québec	Parti Marxiste Léniniste du Québec
Équipe autonomiste reconnaît le rôle social des bibliothèques mais maintient sa position concernant les financements. Les municipalités, villes et cités doivent s'entendre avec les organismes gestionnaires des bibliothèques, à défaut la chambre de la Cour du Québec tranchera. Équipe autonomiste verra avec le ministère des Affaires municipales pour que les municipalités, villes et cités puissent répondre financièrement à leurs obligations.	Nous reconnaissons pleinement le rôle social des bibliothèques et appuyons un financement stable, fondé sur les besoins locaux, pour la présence de ressources qualifiées en intervention sociale dans les établissements qui en font la demande. Ces ressources devraient provenir du milieu communautaire ou être déployées en partenariat avec lui, sans transférer aux bibliothécaires des responsabilités pour lesquelles ils ne sont pas formés. Le modèle doit respecter l'autonomie des organismes, les réalités régionales et le choix des municipalités. Son financement, ses objectifs et ses résultats devraient être publics et évalués périodiquement avec les usagers, le personnel, les organismes partenaires et les communautés concernées.	Nous reconnaissons sans équivoque le rôle social des bibliothèques. Ceci dit, nous priorisons le secteur de la santé et des services sociaux pour répondre aux besoins de ce type. Certes, il se peut que dans certaines situations, les bibliothèques soient appelées à servir de relais vers les ressources d'autres milieux, et ainsi doivent embaucher pour faire face à des situations particulières. À cet égard, nous priorisons aussi les liens avec les CLSC et autres services publics, où la main d'oeuvre est syndiquée et a accès à de meilleures conditions de travail que dans le secteur communautaire, qui peut faire du bon travail, mais à rabais.	Nous appuyons vos demandes dont celle demande le financement récurrent de la présence de ressources en intervention sociale, issues du milieu communautaire, dans les bibliothèques qui en expriment le besoin. Le Communauté a boutte demande également les ressources financières pour prendre soin de gens qu'il desserve, et dans d'autres organisations qui œuvrent en santé, éducation, logement, etc. La direction de l'économie au service des riches, menée par le gouvernement au pouvoir, qui parle en notre nom après une élection, est un obstacle réel à la réalisation de vos demandes. C'est pourquoi nous appelons au renouvellement du processus qui empouvoire le peuple qui lui permet de décider et de définir le mandat d'un gouvernement. Ce sera à chaque bibliothèque selon les conditions vécues dans le quartier/l'arrondissement/ municipalité qu'elle dessert de définir les besoins et les ressources nécessaires pour porter assistance aux personnes en situation d'itinérance, de détresse ou d'isolement. Il n'y a pas d'hésitation à cela, et ce, dans toutes les régions du Québec, qu'elles soient en ville ou éloignées. Le renouveau est à l'ordre du jour!

Adoption de la motion sur la liberté intellectuelle en bibliothèque publique par l'Assemblée nationale

Coalition Avenir Québec

Parti libéral du Québec

Parti Québécois

Québec solidaire

Le parti s'engage à appuyer l'adoption par l'Assemblée nationale d'une motion sur la liberté intellectuelle en bibliothèque publique, et à soutenir les équipes dans l'exercice de leur jugement professionnel.

Québec solidaire soutient sans équivoque l'adoption par l'Assemblée nationale d'une motion sur la liberté intellectuelle en bibliothèque publique, et soutiendra les équipes dans l'exercice de leur jugement professionnel. Un gouvernement solidaire basera ses politiques sur le droit et le consensus scientifique. Il se fera un rempart à l'influence des politiques discriminatoires provenant de l'international et préservera les libertés individuelles et académiques, notamment la liberté intellectuelle du réseau des bibliothèques publiques.

Adoption de la motion sur la liberté intellectuelle en bibliothèque publique par l'Assemblée nationale

Équipe autonomiste

Bien sûr qu'Équipe autonomiste reconnaît la liberté intellectuelle en bibliothèque publique et soutient les équipes dans l'exercice de leur jugement professionnel. Équipe autonomiste est contre la censure et veut même faire limiter les droits religieux des chartes des droits et libertés pour faire en sorte que si le droit religieux va à l'encontre des droits globaux de la société, la religion doit se plier. Plus question d'accommodements raisonnables quand cela va à l'encontre des us et coutumes des Québécois. Aussi, notez que toutes les réponses d'Équipe autonomiste incluent le féminin afin d'alléger les textes.

Démocratie Directe

Démocratie Directe appuie l'adoption par l'Assemblée nationale d'une motion affirmant la liberté intellectuelle en bibliothèque publique. L'accès à une pluralité d'idées est essentiel à une démocratie vivante et à la capacité des citoyens de former leur propre jugement. Les décisions relatives aux collections et à la programmation doivent relever de critères professionnels transparents, et non de pressions partisans ou de campagnes d'intimidation. Cette liberté s'accompagne d'une responsabilité : expliquer les politiques de sélection, offrir des mécanismes de plainte équitables et protéger les équipes qui les appliquent de bonne foi. Nous soutiendrons donc la motion ainsi que des outils concrets permettant aux bibliothèques et aux municipalités de défendre ce principe.

Parti communiste du Québec

À l'exception du discours haineux, qui est déjà encadré par la loi (bien que très mal appliqué dans les faits), nous croyons que les bibliothèques sont très bien outillées pour développer leur propre programmation et servir sa clientèle au niveau intellectuel. La bataille des idées est présente partout, les bibliothèques ne font pas exception. Les interventions des gouvernements et des groupes d'extrême-droite qui souhaitent museler le débat ou s'attaquer à des minorités, souvent en attaquant la programmation des bibliothèques, est une tendance inquiétante et à combattre.

Parti Marxiste Léniniste du Québec

La question de la liberté intellectuelle est liée au droit de conscience de chaque individu, au droit de former ses propres convictions intérieures sans pression politique, religieuse ou idéologique. Lorsque des ouvrages ou des activités sont contestés, il s'agit plutôt d'établir que les décisions doivent être prises selon des critères professionnels, transparents et applicables à tous. Qui de mieux que les équipes œuvrant dans les bibliothèques municipales pour porter un jugement sur les critères à adopter. La liberté intellectuelle ne devrait pas être dictée par une législation de l'État, comme ce fut le cas avec l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec de la Loi 21 sur la laïcité, violant le droit d'une personne de pouvoir exercer son droit de conscience par la façon dont elle porte certains habillements liés à ses convictions religieuses, dans l'exercice de ses fonctions.